

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 2520

[C — 2000/31318]

8 JUIN 2000. — Arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle

Le Collège,

Vu la Constitution, notamment les articles 138 et 178;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 19, 20, 36, 37 et 38;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 5 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 juin 2000;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 1^{er} avril 1999;

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des handicapés,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« administration » : le Service à gestion séparée mettant en uvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998, dénommé « Service bruxellois francophone des personnes handicapées »;

« personne handicapée » : toute personne handicapée qui réside sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, et qui remplit les conditions fixées à l'article 6 du décret; cependant, en vertu de l'article 2 du décret, les centres et services agréés par le Collège peuvent accueillir les personnes résidant sur le territoire d'une autre région;

« équipe pluridisciplinaire » : organe mis en place par l'article 10 du décret;

« processus global » : le processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec la personne handicapée, tel que prévu à l'article 14 du décret;

« membre du Collège » : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique des handicapés.

CHAPITRE II. — Les centres d'orientation spécialisée

Art. 3. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « centre », un centre d'orientation spécialisée.

Art. 4. Pour être agréé, un centre qui remplit les missions définies à l'article 18 du décret et qui est constitué conformément aux dispositions de l'article 20 du décret, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° installer son siège d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;

3° disposer de locaux dont il a l'usage exclusif pendant les heures de consultation et qui sont accessibles aux personnes handicapées de la catégorie pour laquelle il est agréé;

4° disposer d'un équipement permettant un examen complet de la personne handicapée et comprenant une batterie de tests appropriés en fonction de la catégorie de personnes handicapées auxquelles le centre s'adresse;

5° disposer d'une équipe d'orientation pluridisciplinaire;

6° s'assurer la collaboration d'un centre de réadaptation fonctionnelle agréé ou d'un médecin spécialiste en réadaptation pour la catégorie de personnes handicapées à laquelle le centre s'adresse;

7° s'assurer la collaboration d'un médecin du travail;

8° tenir un dossier par bénéficiaire;

9° se soumettre aux évaluations, visites et contrôles organisés par l'administration et fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;

10° transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités rédigé selon le modèle fixé par l'administration et qui contient au moins le nombre d'examen d'orientation réalisés et leur type;

11° tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par le membre du Collège;

12° s'engager à informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions de son agrément et de son subventionnement.

Art. 5. L'équipe d'orientation pluridisciplinaire visée à l'article 4, 5° est composée d'au moins un psychologue, un assistant social et un membre du personnel chargé du secrétariat.

Le directeur du centre et les psychologues pratiquant les examens d'orientation doivent porter le titre de psychologue en vertu de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue.

Art. 6. Chaque centre peut être agréé pour l'examen des personnes handicapées atteintes d'une déficience de l'une ou de plusieurs des catégories suivantes :

- 1° déficience visuelle;
- 2° déficience auditive;
- 3° déficience intellectuelle ou psychique;
- 4° déficience physique;
- 5° déficience neurologique;
- 6° déficience du langage.

Chaque centre peut être agréé pour l'examen des personnes handicapées de l'une ou de plusieurs des catégories suivantes :

- 1° enfants;
- 2° adolescents;
- 3° adultes.

Art. 7. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle établi à cet effet. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1° une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications ainsi que la liste des membres du conseil d'administration ou l'attestation de l'université dont dépend le centre;

2° la dénomination du centre, les adresses de son siège social et de son siège d'activités;

3° la description de ses activités actuelles ou en projet, la ou les catégories de déficiences dont sont atteintes les personnes handicapées que le centre se propose d'examiner, la ou les catégories d'âge auxquelles le centre souhaite s'adresser, la description des moyens qui seront mis en uvre afin d'assurer ses missions et la date de demande de prise de cours de l'agrément sollicité;

4° le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le centre;

5° une copie des plans des bâtiments occupés indiquant la destination et la superficie des locaux;

6° le rapport du centre régional d'incendie datant de moins de trois ans;

7° la liste du personnel du centre avec sa qualification, sa fonction, son régime de travail ou, le cas échéant, le plan de recrutement du personnel;

8° pour chacun des membres de ce personnel, la copie du contrat qui le lie au centre, et toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans l'arrêté, relative à sa fonction;

9° pour chacun des membres de ce personnel, un certificat de bonnes vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

10° une copie du contrat en matière d'assurance de responsabilité civile à l'égard des personnes handicapées accueillies;

11° la liste de l'équipement dont le centre dispose ou se propose d'acquérir;

12° le règlement de travail;

13° les conventions conclues avec un médecin du travail et avec un centre de réadaptation fonctionnelle ou un médecin spécialiste en réadaptation.

Art. 8. Si la demande d'agrément n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme caduque.

Art. 9. Lorsque la demande d'agrément est complète, l'administration l'instruit et organise une visite pour vérifier si le centre répond aux conditions d'agrément.

L'administration transmet la demande au membre du Collège. Elle y joint une proposition de décision. Le membre du Collège soumet cette proposition au Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé. Il précise le délai imparti pour l'avis.

Dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif, l'administration soumet la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège.

La décision du Collège est notifiée par l'administration au demandeur.

Art. 10. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable.

La décision d'agrément précise la ou les catégories de déficiences dont sont atteintes les personnes handicapées qui peuvent être examinées et la ou les catégories d'âge des personnes handicapées auxquelles le centre s'adresse.

Art. 11. La demande de renouvellement d'agrément du centre est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le centre demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier originaire ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils reflètent toujours fidèlement la situation à la date de la demande de renouvellement d'agrément.

Art. 12. Toute demande de modification d'agrément par le centre est introduite auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le centre des éléments nécessaires à l'instruction de la demande.

Cette demande est instruite et il est statué selon les règles applicables à la demande d'agrément.

Art. 13. Le centre qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

Art. 14. Lorsque cette condition n'est pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse par lettre recommandée au centre une mise en demeure motivée.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie au centre par lettre recommandée. Le centre dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, par l'administration qui fixe le jour et l'heure de l'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément au membre du Collège qui recueille l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé dans les trois mois de sa saisine.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

Art. 15. L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au personnel du service ainsi qu'à leurs représentants syndicaux.

Art. 16. Un examen complet d'orientation spécialisée comprend :

- 1° l'anamnèse qui retrace le passé scolaire, social et professionnel;
- 2° l'examen des aptitudes intellectuelles (intelligence générale, information verbale, aptitude numérique, raisonnement logique, représentation spatiale, compréhension technique, attention, mémoire);
- 3° l'examen de la dextérité, de la coordination motrice et de la latéralisation;
- 4° l'examen des aptitudes psychomotrices (réactions, rythme de travail, exécution, méthode, sens de l'organisation);
- 5° la mesure des acquis pédagogiques;
- 6° l'évaluation des facteurs de personnalité et de comportement, éventuellement au moyen de tests projectifs;
- 7° l'évaluation des facteurs d'adaptabilité (milieu familial et social, motivation, degré d'autonomie, vécu du handicap);
- 8° l'évaluation des intérêts professionnels;
- 9° l'examen critique du projet de la personne;
- 10° l'examen médical qui comprend :
 - a) l'examen général complet, l'examen neuro-psychomoteur, l'examen de la vue, de l'ouïe, de la parole, des systèmes fonctionnels.

Ces examens doivent être réalisés, soit dans un centre de réadaptation fonctionnelle avec lequel le centre est lié par une convention, soit au sein du centre;

b) des conclusions relatives au diagnostic, au traitement et à l'appareillage, aux indications et contre-indications au regard des déficiences et des capacités du demandeur et des exigences de l'intégration envisagée, s'il échet à l'adaptation de l'habitation ou du poste de travail.

Pour chaque personne handicapée, l'administration indique au centre quelles parties de l'examen doivent être réalisées.

Art. 17. L'administration communique la liste des centres agréés par le Collège aux personnes invitées par l'équipe pluridisciplinaire à se soumettre à un examen d'orientation spécialisée.

Art. 18. L'administration adresse au centre choisi par la personne handicapée les éléments utiles rassemblés dans le cadre de son admission au bénéfice des dispositions du décret ou de l'établissement de son processus global.

Les éléments médicaux sont transmis au médecin attaché au centre. Les autres éléments sont transmis au psychologue qui dirige le centre.

Art. 19. Le rapport de l'examen d'orientation spécialisée réalisé par le centre est transmis à l'administration au plus tard dans les 30 jours qui suivent la date de l'examen.

En outre, le centre transmet les conclusions de l'examen par écrit à la personne handicapée, sous une forme adaptée et compréhensible.

Art. 20. Les examens d'orientation effectués par les centres donnent droit à charge de l'administration à une intervention égale aux montants précisés en annexe.

Cette intervention n'est due que si le rapport a été transmis à l'administration et à la personne handicapée dans le respect des conditions fixées aux articles 16 et 19.

CHAPITRE III. — *Les services d'accompagnement pédagogique*

Art. 21. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « service », un service d'accompagnement pédagogique de personnes handicapées qui suivent des études ou une formation professionnelle.

Art. 22. Pour être agréé, un service qui remplit les missions définies à l'article 43 du décret et qui est constitué conformément aux dispositions de l'article 42 du décret doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° installer son siège d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;
- 3° assurer l'accessibilité des bâtiments en fonction du handicap des personnes accueillies;

- 4° réaliser l'encadrement pédagogique et l'accompagnement psycho-pédagogique;
- 5° assurer une aide individualisée;
- 6° tenir un dossier par bénéficiaire;
- 7° disposer d'une équipe d'encadrement pédagogique et d'accompagnement psychopédagogique;
- 8° s'engager à collaborer effectivement avec un ou des organismes spécialisés dans le domaine de la ou des déficiences des personnes handicapées auxquelles souhaite s'adresser le service;
- 9° réunir le personnel d'encadrement au moins une fois par mois afin de coordonner les activités et tenir un rapport de ces réunions;
- 10° tenir un registre d'activité de chaque membre du personnel;
- 11° se soumettre aux évaluations, visites et contrôles organisés par l'administration et fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;
- 12° transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités rédigé selon le modèle fixé par l'administration et qui contient au moins :
 - a) le nombre de personnes handicapées prises en charge mentionnant la date de prise en charge, l'âge et la commune de résidence;
 - b) la nature des demandes, les secteurs d'activités et l'évaluation des résultats obtenus;
- 13° tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par le membre du Collège;
- 14° s'engager à informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions de son agrément et de son subventionnement.

Art. 23. L'encadrement pédagogique et l'accompagnement psycho-pédagogique visés à l'article 22, 4° doivent se passer en dehors des périodes de cours ou de formation, sauf s'il s'agit de prestations d'interprétariat en langue des signes ou d'autres aides à la communication.

Art. 24. L'aide individualisée visée à l'article 22, 5° fait l'objet d'une convention écrite entre le service et la personne handicapée. Elle tient compte de la demande et des capacités de la personne handicapée. Elle mentionne :

- 1° les aides octroyées;
- 2° les conditions d'intervention de l'administration conformément aux dispositions prévues à l'annexe 1 de l'arrêté du 25 février 2000 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en uvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

Art. 25. Le dossier visé à l'article 22, 6° comprend :

- 1° la demande d'accompagnement pédagogique introduite par la personne handicapée;
- 2° la convention conclue avec elle;
- 3° les prestations effectuées en sa faveur.

Art. 26. L'équipe visée à l'article 22, 7° est composée :

- 1° pour l'accompagnement psychopédagogique :
de personnes détentrices d'un diplôme de l'enseignement supérieur pédagogique, psychologique ou social;
- 2° pour l'encadrement pédagogique :
de personnes diplômées ou des étudiants ayant précédemment acquis les compétences dans les matières apprises par l'étudiant ou le stagiaire concerné ou par un interprète repris sur la liste établie par un service d'interprétation pour sourds agréé par la Commission communautaire française.

Art. 27. Chaque service peut être agréé pour l'accompagnement pédagogique des personnes handicapées :

- 1° qui sont atteintes d'une déficience, entraînant des difficultés importantes qui ne peuvent être suffisamment compensées, de l'une ou de plusieurs des catégories suivantes :
 - a) déficience visuelle;
 - b) déficience auditive;
 - c) lésion cérébrale ou lésion neurologique centrale associées éventuellement à un handicap moteur des membres supérieurs,
- 2° et qui suivent :
 - a) soit des études supérieures, universitaires ou non, reconnues par une des trois Communautés;
 - b) soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge.

Art. 28. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle établi à cet effet. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

- 1° une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications ainsi que la liste des membres du conseil d'administration ou l'attestation de l'université dont dépend le centre;
- 2° la dénomination du service, les adresses de son siège social et de son siège d'activités;
- 3° la description de ses activités actuelles ou en projet, la ou les catégories de déficiences dont sont atteintes les personnes handicapées que le service se propose d'accompagner, la description des moyens qui seront mis en uvre afin d'assurer ces missions et la date de demande de prise de cours de l'agrément sollicité;
- 4° le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le service;
- 5° une copie des plans des bâtiments occupés indiquant la destination et la superficie des locaux;
- 6° le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;

7° la liste du personnel du service avec sa qualification, sa fonction, son régime de travail ou, le cas échéant, le plan de recrutement du personnel;

8° pour chacun des membres de ce personnel, la copie du contrat qui le lie au service, et toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans l'arrêté, relative à sa fonction;

9° pour chacun des membres de ce personnel, un certificat de bonnes vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

10° la liste de l'équipement dont le service dispose ou se propose d'acquérir;

11° le règlement de travail;

12° les conventions conclues avec les institutions en vue de la réalisation des missions du service.

Art. 29. Les demandes d'agrément, de modification ou de renouvellement d'agrément sont pour le surplus introduites et instruites selon la procédure définie aux articles 8, 9, 11 et 12.

Art. 30. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable.

Art. 31. Lorsque l'administration constate que le service ne satisfait plus aux conditions d'agrément, elle se conforme à la procédure définie aux articles 13 à 15.

CHAPITRE IV. — *Les centres de réadaptation fonctionnelle*

Art. 32. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « centre », un centre de réadaptation fonctionnelle.

Section Ire. — Agrément

Art. 33. Pour être agréé, un centre qui remplit les missions définies à l'article 40 du décret et qui est constitué conformément aux dispositions de l'article 39 du décret, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° installer son siège d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;

3° assurer l'accessibilité des bâtiments en fonction du handicap des personnes accueillies;

4° constituer une unité médicale spécialement adaptée aux buts poursuivis, placée sous la direction médicale effective d'un médecin agréé au titre de spécialiste en réadaptation fonctionnelle auquel incombe la responsabilité de coordonner l'exécution d'un programme de réadaptation individuellement adapté;

5° assurer :

a) l'établissement d'un diagnostic de base;

b) les investigations psychologiques nécessaires;

c) les prestations de réadaptation adaptées au handicap des personnes accueillies, notamment la kinésithérapie, la rééducation psychomotrice ou sensorielle, la logopédie, la psychothérapie, l'ergothérapie, l'audiologie, les activités sportives, la réadaptation sociale à la communication et à la vie journalière;

d) la fourniture, l'adaptation et l'entretien des prothèses ou des aides techniques appropriées, éventuellement par voie de convention de services;

e) l'établissement de bilans réguliers;

f) une aide sociale appropriée en fonction des besoins de la personne accueillie;

6° assurer l'orientation spécialisée éventuellement par voie de convention avec un centre d'orientation spécialisée agréé par la Commission communautaire française;

7° disposer de médecins spécialistes agréés qualifiés en fonction du handicap des personnes accueillies par le centre;

8° disposer d'auxiliaires paramédicaux et sociaux qualifiés en fonction du handicap des personnes accueillies par le centre, en nombre suffisant pour accomplir les missions décrites aux points 4° et 5°;

9° organiser son fonctionnement en équipe multidisciplinaire;

10° assurer la formation continue du personnel en fonction de ses activités;

11° collaborer avec la personne accueillie, sa famille et tous les services utiles compétents;

12° jouir d'une autonomie de gestion, technique, administrative et budgétaire lui permettant d'assurer ses missions;

13° se soumettre aux évaluations, visites et contrôles organisés par l'administration et fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;

14° tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par le membre du Collège;

15° fournir à l'administration un rapport annuel d'activités qui contient au moins :

a) le nombre des personnes accueillies prises en charge, mentionnant la période de prise en charge, l'âge et la commune de résidence;

b) la nature des demandes et l'évolution des résultats obtenus;

c) les techniques de réadaptation utilisées.

Ce rapport reprend globalement les activités de l'année de manière anonyme et non individualisée.

16° s'engager à informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions de son agrément et de son subventionnement.

Art. 34. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle établi à cet effet. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1° une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge* ou de l'hôpital, accompagnés de leurs éventuelles modifications ainsi que la liste des membres du conseil d'administration;

2° la dénomination du centre, les adresses de son siège social et de ses sièges d'activités;

3° la description de ses activités actuelles ou en projet, la ou les missions que le centre se propose d'assurer, la ou les catégories de déficiences dont sont atteintes les personnes que le centre se propose d'accueillir en réadaptation;

4° les noms du médecin-directeur et du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le centre;

5° la convention avec le Comité de l'Assurance soins de santé instituée auprès du service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité compétent en matière de prise en charge des frais de prestation de réadaptation fonctionnelle;

6° une copie des plans des bâtiments occupés indiquant la destination et la superficie des locaux;

7° le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;

8° le règlement d'ordre intérieur du centre;

9° la liste du personnel du centre avec sa qualification, sa fonction, son régime de travail ou, le cas échéant, le plan de recrutement du personnel;

10° pour chacun des membres de ce personnel, la copie du contrat qui le lie au centre, et toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans l'arrêté, relative à sa fonction;

11° pour chacun des membres de ce personnel, un certificat de bonnes vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

12° une copie du contrat en matière d'assurance de responsabilité civile à l'égard des personnes handicapées accueillies.

Art. 35. Les demandes d'agrément, de modification ou de renouvellement d'agrément sont pour le surplus introduites et instruites selon la procédure définie aux articles 8, 9, 11 et 12.

Art. 36. La décision d'agrément prise par le Collège précise la ou les déficiences des personnes que le centre peut accueillir en réadaptation en tenant compte notamment de la convention dont question à l'article 34, 5°.

Art. 37. Lorsque l'administration constate que le centre ne satisfait plus aux conditions d'agrément, elle se conforme à la procédure définie aux articles 13 à 15.

Section 2. — Subventionnement

Sous-section 1re. — Subventions de fonctionnement

Art. 38. Les subventions de fonctionnement accordées aux centres portent sur :

1° l'équipe paramédicale et le personnel auxiliaire chargés de la réadaptation;

2° la formation du personnel;

3° la diffusion des informations relatives aux missions et interventions développées par la Commission communautaire française dans la perspective de l'intégration des personnes handicapées.

Art. 39. Les subventions de fonctionnement sont octroyées pour chaque trimestre civil en fonction du personnel occupé, de la formation dispensée et de l'information diffusée au cours du trimestre civil précédent.

Art. 40. La subvention trimestrielle suivante peut être accordée par équivalent temps plein, quel que soit le statut social des travailleurs :

1° par psychologue, pédagogue, orthopédagogue, logopède, kinésithérapeute, linguiste phonéticien, sociologue, tous de niveau universitaire,	14 000 francs
2° par kinésithérapeute, psychomotricien, logopède, audiologue, orthoptiste, ergothérapeute, assistant social, infirmier social, assistant en psychologie, prothésiste, audiométriste, éducateur, tous de niveau A1	12 000 francs
3° par puéricultrice, éducateur, moniteur sportif, animateur, artiste, tous de niveau A2	10 000 francs

Le membre du Collège détermine les périodes d'absence assimilables à des prestations.

Art. 41. Une subvention trimestrielle de 20 000 francs par centre est accordée pour les formations dispensées aux membres de son personnel, par une ou plusieurs personne(s) extérieure(s) au centre, sans qu'elle puisse excéder le coût réel de ces formations.

Art. 42. Une subvention trimestrielle forfaitaire de 10 000 francs est accordée au centre qui procède à la diffusion des informations relatives aux missions et aux interventions mises en uvre par la Commission communautaire française dans la perspective de l'intégration des personnes handicapées.

Art. 43. L'administration fixe le modèle de la déclaration trimestrielle que les centres doivent lui adresser au plus tard à la fin du premier mois du trimestre qui suit celui pour lequel la subvention est demandée.

A la demande de l'administration, les centres joignent les preuves de l'engagement du personnel occupé, des activités d'information déployées et des débours occasionnés par la formation du personnel. L'administration vérifie les justificatifs. Elle établit le montant de l'intervention trimestrielle dans une seule décision pour l'ensemble des centres.

Sous-section 2. — Subventions à l'investissement

Art. 44. L'administration accorde aux centres des subventions à l'investissement en matière d'équipement médical et paramédical technique.

Art. 45. Les demandes de subventions à l'investissement doivent être introduites auprès de l'administration par lettre recommandée au plus tard le 15 février de l'année de référence pour laquelle la subvention est sollicitée.

Art. 46. La demande de subvention comprend :

1° la justification de l'achat réalisé pendant l'année précédent l'année de référence de la demande;

2° la copie du contrat d'assurance des biens subventionnés contre le risque d'incendie et les risques connexes;

3° pour chaque équipement, la facture et les offres de deux autres fournisseurs; s'il ne peut présenter ces offres, le centre en présente la justification;

4° pour l'équipement présenté, une déclaration attestant qu'il a été livré en parfait état.

Art. 47. Le montant de la subvention à l'investissement octroyée est égal à 60 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration.

Art. 48. Un plafond annuel de subvention à l'investissement est fixé à 30 000 francs par membre du personnel équivalent temps plein pris en considération en vertu de l'article 40 au cours du trimestre précédent la date limite de demande de subvention de l'investissement.

Si la demande du centre n'atteint pas ce plafond ou si le centre n'a pas sollicité cette subvention, il peut en reporter le solde ou le montant total sur les deux années de référence suivantes.

L'administration présente au membre du Collège le montant de la subvention annuelle dans une seule décision.

Art. 49. En cas de non-maintien de l'affectation de la subvention avant l'expiration du délai d'amortissement fixé dans la décision du Membre du Collège; le centre est tenu de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, le centre est tenu de rembourser 40 % du prix de vente.

Sous-section 3. — Dispositions communes

Art. 50. Lorsque l'administration constate que la subvention obtenue par le centre procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs inexcusables de sa part, l'administration récupère le paiement indu en une fois et les intérêts moratoires sont dus de plein droit à compter de la date d'établissement du compte de la subvention.

En cette hypothèse, l'administration transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément. Il est statué sur cette proposition conformément à l'article 14.

CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires

Art. 51. Les articles 42, 49, 80, 1°, 81, 82 modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1965 et 21 janvier 1971, 93 et 95 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés sont abrogés.

Art. 52. L'arrêté ministériel du 14 mai 1965/1 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement des centres ou services de réadaptation fonctionnelle, modifié par les arrêtés ministériels des 26 juillet 1967, 25 octobre 1969, 13 février 1978 et 24 janvier 1979, est abrogé.

L'arrêté ministériel du 22 février 1968 fixant les critères d'octroi de subsides à l'entretien des centres ou services de réadaptation fonctionnelle, complété par l'arrêté ministériel du 9 août 1968, modifié par les arrêtés ministériels des 21 février 1969, 20 décembre 1973 et 9 décembre 1975, est abrogé.

Art. 53. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 réglant la reconnaissance des structures d'accompagnement pédagogique des personnes handicapées suivant des études ou une formation professionnelle, modifié par l'arrêté du Collège du 24 septembre 1998/2, est abrogé.

Art. 54. La décision réglementaire du 7 février 1964/1 déterminant les modalités et conditions d'agrément provisoire des centres ou services de réadaptation fonctionnelle, modifiée et complétée par les décisions réglementaires des 17 décembre 1965, 26 janvier 1968, 12 avril 1968, 29 janvier 1971, 28 juin 1974, 20 septembre 1974 et 23 septembre 1977, est abrogée.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 55. Les centres d'orientation spécialisée reconnus au 31 décembre 1999 par la Commission communautaire française sur base de dispositions de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 relatif aux centres d'orientation spécialisée pour les personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié, sont agréés jusqu'au terme de leur reconnaissance accordée par le Collège.

Art. 56. Les structures d'accompagnement pédagogique reconnues au 31 décembre 1999 par la Commission communautaire française sur base des dispositions de l'arrêté du Collège du 25 janvier 1996 réglant la reconnaissance des structures d'accompagnement pédagogique des personnes handicapées suivant des études ou une formation professionnelle, tel que modifié, sont agréées en tant que services d'accompagnement pédagogique jusqu'au terme de leur reconnaissance accordée par le Collège.

Art. 57. Les centres de réadaptation fonctionnelle agréés par la Commission communautaire française en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, à la date d'entrée en vigueur du chapitre IV de l'arrêté, conservent leur agrément pendant six mois maximum à compter de cette date.

A ce titre, et pendant cette période, ils peuvent bénéficier des subventions équivalentes à celles prévues par l'arrêté ministériel du 22 février 1968 fixant les critères d'octroi de subsides à l'entretien des centres ou services de réadaptation fonctionnelle, tel que modifié.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 58. Les montants repris aux articles 41 et 42 et l'annexe sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 1999.

A partir du 1^{er} janvier 2001, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base au 31.12 de l'année n-1 indice-santé de décembre de l'année n-1}}{\text{indice-santé de décembre de décembre de l'année n-2}}$$

Art. 59. Les montants repris à l'article 40 sont liés à l'indice-pivot de décembre 1998 et s'adaptent conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 60. L'entrée en vigueur du présent arrêté est fixée le 1^{er} juillet 2000.

Art. 61. Le membre du Collège est chargé de l'exécution de l'arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget.

Annexe de l'arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle

**Montant des interventions accordées
dans le cadre des examens d'orientation spécialisée**

NATURE DE L'EXAMEN	MONTANT DE L'INTERVENTION
Anamnèse	931 F.
Examen des aptitudes intellectuelles	1 861 F.
Examen des aptitudes manuelles	620 F.
Examen des aptitudes psychomotrices	620 F.
Mesure des acquis pédagogiques	1 241 F.
Evaluation des facteurs de personnalité et de comportement :	
Evaluation simple	931 F.
Tests projectifs	4 136 F.
Evaluation des facteurs d'adaptabilité	517 F.
Evaluation des intérêts professionnels	517 F.
Examen du projet personnel	517 F.
Examen médical	1 861 F.
	13 752 F.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 8 juin 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 2520

[C — 20 00/31318]

8 JUNI 2000. — Besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntatie en van de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en subsidiëring van de centra voor revalidatie

Het College,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 19, 20, 36, 37 en 38;

Gelet op het advies van de Afdeling « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, van 5 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, van 5 juni 2000;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting, gegeven op 1 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van het College van 27 mei 1999 omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State binnen een termijn van maximaal een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« bestuur » : de dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsleven van mindervaliden, opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998, onder de naam « Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden »;

« gehandicapte » : iedere gehandicapte die woonachtig is op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6 van het decreet; niettemin kunnen uit hoofde van artikel 2 van het decreet de door het College erkende centra en diensten ook personen opvangen die woonachtig zijn op het grondgebied van een ander gewest;

« pluridisciplinaire equipe » : het orgaan ingesteld bij artikel 10 van het decreet;

« globaal proces » : het globaal proces voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces ingesteld in overleg met de gehandicapte, zoals bedoeld in artikel 14 van het decreet;

« Collegelid » : het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie dat belast is met het Gehandicaptenbeleid.

HOOFDSTUK II. — De centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntatie

Art. 3. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder « centrum » : een centrum voor gespecialiseerde beroepsoriëntatie.

Art. 4. Om te worden erkend moet een centrum dat de taken vervult gedefinieerd in artikel 18 van het decreet en dat is opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 van het decreet, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de zetel van zijn activiteiten vestigen op het grondgebied van het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° zich houden aan de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen waaraan het centrum is onderworpen;

3° beschikken over lokalen waarvan het gebruik voorbehouden is voor het centrum tijdens de spreekuren en die toegankelijk zijn voor de gehandicapten van de categorie waarvoor het centrum erkend is;

4° beschikken over de nodige uitrusting voor een volledig onderzoek van de gehandicapten, onder meer een reeks passende tests naar gelang de categorie van gehandicapten tot wie het centrum zich richt;

5° beschikken over een pluridisciplinaire equipe voor beroepsoriëntatie;

6° zich verzekeren van de medewerking van een erkend revalidatiecentrum of van een geneesheer-specialist in revalidatie voor de categorie van gehandicapten tot wie het centrum zich richt;

7° zich verzekeren van de medewerking van een arbeidsgeneesheer;

8° een dossier bijhouden voor elke begunstigde;

9° zich onderwerpen aan de door het bestuur georganiseerde beoordelingen, inspecties en controles en aan het bestuur alle voor de uitoefening van zijn controle vereiste bewijsdocumenten voorleggen;

10° jaarlijks aan het bestuur een activiteitenverslag bezorgen, opgemaakt volgens het door het bestuur bepaalde model en dat ten minste het verrichte aantal oriëntatieonderzoeken en hun type vermeldt;

11° houden van een boekhouding per kalenderjaar overeenkomstig het door het Collegelid bepaalde model;

12° zich ertoe verbinden het bestuur binnen vijftien dagen in kennis te stellen van iedere verandering in de voorwaarden van zijn erkenning en zijn subsidiëring.

Art. 5. De pluridisciplinaire equipe voor beroepsoriëntatie bedoeld in artikel 4, 5° is samengesteld uit ten minste een psycholoog, een maatschappelijk assistent en een met het secretariaat belast personeelslid.

De directeur van het centrum en de psychologen die de oriëntatieonderzoeken verrichten moeten de titel van psycholoog hebben overeenkomstig de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog.

Art. 6. Elk centrum kan worden erkend voor het onderzoek van gehandicapten die lijden aan een deficiëntie van een of meer van de volgende categorieën :

1° gezichtsdeficiëntie;

2° gehoordeficiëntie;

3° verstandelijke of psychische deficiëntie;

4° fysieke deficiëntie;

5° neurologische deficiëntie;

6° taaldeficiëntie.

Elk centrum kan worden erkend voor het onderzoek van gehandicapten van een of meer van de volgende categorieën :

1° kinderen;

2° adolescenten;

3° volwassenen.

Art. 7. De erkenningsaanvraag moet bij een ter post aangetekende brief worden gericht aan het bestuur overeenkomstig het daartoe bestemde model. Het bestuur bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen.

De aanvraag moet de volgende documenten en inlichtingen bevatten :

1° een afschrift van de statuten van de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen eraan alsook de lijst van de leden van de raad van bestuur of het attest van de universiteit waarvan het centrum afhangt;

2° de naam van het centrum en het adres van de maatschappelijke zetel en van de activiteitzetel;

3° de beschrijving van de huidige of geplande activiteiten, de deficiëntiecategorie of -categorieën waaronder de gehandicapten vallen die het centrum wil onderzoeken, de leeftijdscategorie of -categorieën waarop het centrum zich wil richten, de beschrijving van de middelen die het zal aanwenden om zijn taken te vervullen en de gewenste datum van inwerkingtreding van de aangevraagde erkenning;

4° de naam van de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer die door de organiserende macht is afgevaardigd om het centrum te vertegenwoordigen;

5° een kopie van de plannen van de gebruikte gebouwen, waarop de bestemming en de oppervlakte van de lokalen is weergegeven;

6° het verslag van de gewestelijke brandweerdienst daterend van minder dan drie jaar geleden;

7° de personeelslijst van het centrum met opgave van kwalificatie, functie, arbeidsuren of in voorkomend geval, het wervingsplan van personeel;

8° voor elk van deze personeelsleden, een kopie van de arbeidsovereenkomst die hen verbindt met het centrum en ieder bewijs dat ze voldoen aan de in het besluit bepaalde voorwaarden betreffende hun functie;

9° voor elk van deze personeelsleden, een getuigschrift van goed gedrag en zeden dat niet langer dan drie maanden geleden uitgereikt mag zijn;

10° een kopie van het verzekeringscontract tot dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid ten aanzien van de opgevangen gehandicapten;

11° de lijst van de uitrusting waarover het centrum beschikt of die het schikt aan te schaffen;

12° het arbeidsreglement;

13° de overeenkomsten gesloten met een arbeidsgeneesheer en met een centrum voor revalidatie of een in revalidatie gespecialiseerd geneesheer.

Art. 8. Is de erkenningsaanvraag onvolledig, dan stelt het bestuur de aanvrager daarvan in kennis. De aanvrager heeft drie maanden de tijd om zijn aanvraag te vervolledigen. Zo niet wordt de aanvraag als nietig beschouwd.

Art. 9. Is de erkenningsaanvraag volledig, dan neemt het bestuur ze in behandeling en regelt een inspectiebezoek om na te gaan of het centrum voldoet aan de erkenningsvoorwaarden.

Het bestuur overhandigt de aanvraag aan het Collegelid, vergezeld van een beslissingsvoorstel. Het Collegelid legt dit voorstel voor aan de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid. Hij precificeert de voor het advies toegekende termijn.

Binnen dertig dagen volgend op het advies van de Adviesraad, legt het bestuur het voorstel samen met dit advies voor aan het Collegelid.

De beslissing van het College wordt door het bestuur bekendgemaakt aan de aanvrager.

Art. 10. Het College verleent de erkenning voor een duur van vijf jaar die niet eerder kan aanvangen dan de datum van ontvangst van de aanvraag. Deze duur is hernieuwbaar.

In de erkenningsbeslissing worden de deficiëntiecategorie of -categorieën gepreciseerd waaronder de gehandicapten vallen die kunnen worden onderzocht en de leeftijdscategorie of -categorieën van de gehandicapten tot wie het centrum zich richt.

Art. 11. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning van het centrum wordt ingediend bij het bestuur uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de periode gedekt door de vorige erkenningsbeslissing.

Het centrum blijft erkend totdat het College beslist heeft over de hernieuwingsaanvraag.

De in het oorspronkelijke dossier opgenomen documenten moeten niet bij de hernieuwingsaanvraag worden gevoegd, voor zover zij nog altijd getrouw de situatie weerspiegelen op de datum van de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning.

Art. 12. Elke aanvraag tot wijziging van de erkenning door het centrum wordt gericht aan het bestuur. Deze aanvraag precificeert en motiveert het doel van de wijziging.

Het bestuur stelt het centrum in kennis van de nodige elementen voor het onderzoek van de aanvraag.

Deze aanvraag wordt in behandeling genomen en er wordt over beslist volgens de regels die gelden voor de aanvraag tot erkenning.

Art. 13. Het centrum dat niet langer voldoet aan een van de erkenningsvoorwaarden, wordt daarvan op de hoogte gebracht door het bestuur en verzocht om de situatie in orde te brengen.

Art. 14. Wanneer niet is voldaan aan die voorwaarde binnen een termijn van twee maanden, stuurt het bestuur bij aangetekende brief een gemotiveerde aanmaning naar het centrum.

Stelt het bestuur na het verstrijken van een maand vast dat nog altijd niet is voldaan aan de erkenningvoorwaarden, dan richt ze een voorstel tot instelling van de procedure tot opschorting of intrekking van de erkenning aan het Collegelid. Dit voorstel houdt rekening met de situatie van het personeel en van de gehandicapten.

Keurt het Collegelid dit voorstel goed, dan stelt het bestuur het centrum hiervan in kennis bij aangetekende brief. Het centrum heeft dertig dagen de tijd om een memorie in te dienen en, op zijn verzoek, gehoord te worden door het bestuur, dat de dag en uur van de hoorzitting vaststelt.

Het bestuur overhandigt binnen dertig dagen volgend op de hoorzitting, een voorstel van behoud, opschorting of intrekking van de erkenning aan het Collegelid. Het Collegelid vraagt het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, te verlenen binnen de drie maanden.

Het bestuur bezorgt binnen de dertig dagen volgend op het advies van de Adviesraad het voorstel samen met dit advies aan het Collegelid. Het College beslist binnen twee maanden te rekenen vanaf de ontvangst van dit advies.

De beslissing van het College wordt door het bestuur bekendgemaakt bij aangetekende brief.

Art. 15. Het bestuur deelt de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning onmiddellijk mee aan het personeel van de dienst en aan hun vakbondsafgevaardigden.

Art. 16. Een volledig gespecialiseerd oriëntatieonderzoek omvat :

- 1° de anamnese van de socio-professionele achtergrond en schoolverleden;
- 2° een onderzoek van de verstandelijke vermogens (algemene intelligentie, mondelinge informatie, rekenvaardigheid, logisch denkvermogen, ruimtelijke oriëntatie, technisch begrip, concentratievermogen, geheugen);
- 3° een onderzoek van de behendigheid, de motoriek en de lateraliteit;
- 4° een onderzoek van de psychomotorische vaardigheden (reacties, werkritme, uitvoering, methodiek, zin voor organisatie);
- 5° de meting van de pedagogische verworvenheden;
- 6° de beoordeling van de persoonlijkheids- en gedragsfactoren, eventueel met behulp van projectietests;
- 7° de beoordeling van het aanpassingsvermogen (familiaal en sociaal milieu, motivatie, zelfstandigheid, manier waarop de handicap wordt ervaren);
- 8° de beoordeling van de professionele interesses;
- 9° het kritisch onderzoek van het plan van de betrokkene;
- 10° een medisch onderzoek dat bestaat uit :
 - a) een volledig algemeen onderzoek, een neuro-psychomotorisch onderzoek, oogonderzoek, onderzoek van gehoor en stem, van de functionele stelsels.

Die onderzoeken worden uitgevoerd, hetzij in een revalidatiecentrum waarmee het centrum een overeenkomst heeft gesloten, hetzij in het centrum zelf;

b) conclusies omtrent de diagnose, de behandeling en de prothesen, over de indicaties en contra-indicaties in het licht van de deficiënties en de vaardigheden van de aanvrager en van de eisen van de beschouwde integratie, in voorkomend geval omtrent de aanpassing van de woning en de werkpost.

Voor elke gehandicapte geeft het bestuur aan het centrum aan welke delen van het onderzoek moeten worden verricht.

Art. 17. Het bestuur maakt de lijst van de door het College erkende centra bekend aan de personen die door de pluridisciplinaire equipe worden uitgenodigd om een gespecialiseerd oriëntatieonderzoek te ondergaan.

Art. 18. Het bestuur bezorgt aan het door de gehandicapte gekozen centrum de nuttige gegevens die zijn ingezameld in het kader van de toelating van de gehandicapte om te genieten van de bepalingen van het decreet of de instelling van zijn globaal proces.

De medische gegevens worden overgemaakt aan de met het centrum verbonden geneesheer. De andere gegevens worden overgemaakt aan de psycholoog die het centrum leidt.

Art. 19. Het verslag van het door het centrum verrichte gespecialiseerde oriëntatieonderzoek wordt overgemaakt aan het bestuur binnen ten hoogste 30 dagen na de datum van het onderzoek.

Het centrum bezorgt tezelfdertijd schriftelijk de besluiten van het onderzoek aan de gehandicapte in een aangepaste en begrijpelijke vorm.

Art. 20. De door de centra verrichte oriëntatieonderzoeken geven recht op een tussenkomst van het bestuur, waarvan het bedrag gepreciseerd is in bijlage.

Deze tussenkomst is maar verschuldigd indien het verslag is overgemaakt aan het bestuur en aan de gehandicapte volgens de voorwaarden bepaald in artikel 16 en 19.

HOOFDSTUK III. — *De diensten voor pedagogische begeleiding*

Art. 21. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder « dienst » : een dienst voor pedagogische begeleiding van gehandicapten die studeren of een beroepsopleiding volgen.

Art. 22. Om te worden erkend moet een dienst die de taken vervult gedefinieerd in artikel 43 van het decreet en die is opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 42 van het decreet, aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° de zetel van zijn activiteiten vestigen op het grondgebied van het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2° zich houden aan de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen waaraan hij is onderworpen;
- 3° de toegankelijkheid van de gebouwen verzekeren, rekening houdend met de handicap van de opgevangen personen;
- 4° instaan voor de pedagogische omkadering en de psychologisch-pedagogische begeleiding;
- 5° geïndividualiseerde bijstand verlenen;
- 6° een dossier bijhouden voor elke begunstigde;
- 7° beschikken over een equipe voor pedagogische omkadering en psychologisch-pedagogische begeleiding;
- 8° zich ertoe verbinden effectief samen te werken met een of meerdere gespecialiseerde organismen op het gebied van de deficiëntie of deficiënties van de gehandicapten tot wie de dienst zich wil richten;
- 9° het begeleidend personeel ten minste een maal per maand verenigen om de activiteiten te coördineren en een verslag opmaken van die vergaderingen;
- 10° een register bijhouden van de activiteiten van elk personeelslid;
- 11° zich onderwerpen aan de door het bestuur georganiseerde beoordelingen, inspecties en controles en aan het bestuur alle voor de uitoefening van zijn controle vereiste bewijsdocumenten voorleggen;

12° jaarlijks aan het bestuur een activiteitenverslag voorleggen dat is opgesteld volgens het door het bestuur vastgestelde model en dat ten minste het volgende bevat :

a) het aantal ten laste genomen gehandicapten, met vermelding van de datum van tenlasteneming, de leeftijd en de gemeente waar de gehandicapte woonachtig is;

b) de aard van de aanvragen, de activiteitensectoren en de beoordeling van de behaalde resultaten;

13° houden van een boekhouding per kalenderjaar overeenkomstig het door het Collegelid bepaalde model;

14° zich ertoe verbinden het bestuur binnen vijftien dagen in kennis te stellen van iedere verandering in de voorwaarden van zijn erkenning en zijn subsidiëring.

Art. 23. De pedagogische omkadering en de psychologisch-pedagogische begeleiding bedoeld in artikel 22, 4°, moeten plaatshebben buiten de les- of opleidingsuren, behalve wanneer het gaat om prestaties van vertolking in gebarentaal of andere communicatiehulpmiddelen.

Art. 24. De geïndividualiseerde bijstand bedoeld in artikel 22, 5° maakt het voorwerp uit van een schriftelijke overeenkomst tussen de dienst en de gehandicapte. Hierin wordt rekening gehouden met de aanvraag en met de vaardigheden van de gehandicapte. De overeenkomst vermeldt :

1° de verleende bijstand;

2° de voorwaarden van tussenkomst van het bestuur overeenkomstig de bepalingen van bijlage 1 bij het besluit van 25 februari 2000 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 25. Het dossier bedoeld in artikel 22, 6° omvat :

1° de door de gehandicapte ingediende aanvraag om pedagogische begeleiding;

2° de met de gehandicapte gesloten overeenkomst;

3° de ten gunste van de gehandicapte verrichte prestaties.

Art. 26. De equipe bedoeld in artikel 22, 7° is samengesteld uit :

1° voor de psychologisch-pedagogische begeleiding :

personen met een diploma van het hoger pedagogisch, psychologisch of sociaal onderwijs;

2° voor de pedagogische omkadering :

houders van een diploma of studenten die al eerder de kennis hebben verworven die wordt aangeleerd door de betrokken student of stagiaire of door een tolk opgenomen op de lijst opgesteld door een dienst voor doventolken die is goedgekeurd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 27. Elke dienst kan worden erkend voor de pedagogische begeleiding van gehandicapten :

1° die lijden aan een deficiëntie die aanzienlijke problemen meebrengt die niet voldoende kunnen worden gecompenseerd, van een of meerdere van de volgende categorieën :

a) gezichtsdeficiëntie,

b) gehoordeficiëntie,

c) hersenletsel of letsel van het centraal zenuwstelsel, eventueel gepaard met een motorische handicap van de bovenste ledematen,

2° en die :

a) hetzij hogere, al dan niet universitaire studies volgen, erkend door een van de drie Gemeenschappen;

b) hetzij een beroepsopleiding volgen die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door een Belgische overheidsinstantie.

Art. 28. De erkenningsaanvraag moet bij een ter post aangetekende brief worden gericht aan het bestuur overeenkomstig het daartoe bestemde model. Het bestuur bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen.

De aanvraag moet de volgende documenten en inlichtingen bevatten :

1° een afschrift van de statuten van de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen eraan alsook de lijst van de leden van de raad van bestuur of het attest van de universiteit waarvan het centrum afhangt;

2° de naam van de dienst, het adres van zijn maatschappelijke zetel en activiteitzetel;

3° de beschrijving van de huidige of geplande activiteiten, de deficiëntiecategorie of -categorieën waaronder de gehandicapten vallen die de dienst wil begeleiden, de beschrijving van de middelen die de dienst zal aanwenden om deze taken te vervullen en de datum van inwerkingtreding van de gevraagde erkenning;

4° de naam van de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer die door de organiserende macht is afgevaardigd om de dienst te vertegenwoordigen;

5° een kopie van de plannen van de gebruikte gebouwen, waarop de bestemming en de oppervlakte van de lokalen is weergegeven;

6° het rapport van de gewestelijke brandweerdienst daterend van minder dan drie jaar geleden;

7° de personeelslijst van de dienst met opgave van kwalificatie, functie, arbeidsuren of in voorkomend geval, het wervingsplan van personeel;

8° voor elk van deze personeelsleden, een kopie van de arbeidsovereenkomst die hen verbindt met de dienst en ieder bewijs dat ze voldoen aan de in het besluit bepaalde voorwaarden betreffende hun functie;

9° voor elk van deze personeelsleden, een getuigschrift van goed gedrag en zeden dat niet langer dan drie maanden geleden uitgereikt mag zijn;

10° de lijst van uitrusting waarover de dienst beschikt of die hij schikt aan te schaffen;

11° het arbeidsreglement;

12° de met de instellingen gesloten overeenkomsten met het oog op de uitvoering van de taken van de dienst.

Art. 29. Voor het overige worden de aanvragen tot erkenning, wijziging of hernieuwing van de erkenning ingediend en behandeld volgens de procedure bepaald in de artikelen 8, 9, 11 en 12.

Art. 30. Het College verleent de erkenning voor een duur van vijf jaar die niet eerder kan aanvangen dan de datum van ontvangst van de aanvraag.

Deze duur is hernieuwbaar.

Art. 31. Wanneer het bestuur vaststelt dat de dienst niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, volgt het de procedure bepaald in de artikelen 13 tot 15.

HOOFDSTUK IV. — *De centra voor revalidatie*

Art. 32. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder « centrum » : een centrum voor revalidatie.

Afdeling 1. — Erkenning

Art. 33. Om te worden erkend moet een centrum dat de taken vervult gedefinieerd in artikel 40 van het decreet en dat is opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 39 van het decreet, aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° de zetel van zijn activiteiten vestigen op het grondgebied van het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2° zich houden aan de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen waaraan het is onderworpen;
- 3° de toegankelijkheid van de gebouwen verzekeren, rekening houdend met de handicap van de opgevangen personen;
- 4° een medische eenheid vormen die speciaal geschikt is voor het nagestreefde doel, onder effectieve medische leiding van een geneesheer die is erkend als revalidatiespecialist en die de verantwoordelijkheid draagt voor de coördinatie en de uitvoering van een individueel aangepast revalidatieprogramma;
- 5° instaan voor :
 - a) het stellen van een basisdiagnose;
 - b) de nodige psychologische onderzoeken;
 - c) de revalidatieprestaties, aangepast aan de handicap van de opgevangen personen, met name kinesithérapie, motorische, psychomotorische of sensorische revalidatie, logopedie, psychotherapie, ergotherapie, audiologie, sportactiviteiten, heraanpassing aan de sociale omgang en het dagelijkse leven;
 - d) de levering, de aanpassing en het onderhoud van prothesen of geschikte technische hulpmiddelen, eventueel door middel van dienstenovereenkomsten;
 - e) de regelmatige bepaling van de stand van zaken;
 - f) gepaste sociale bijstand naar gelang de behoeften van de opgevangen persoon;
- 6° zorgen voor de gespecialiseerde beroepsoriëntatie, eventueel door een overeenkomst met een centrum voor gespecialiseerde beroepsoriëntatie, erkend door de Franse Gemeenschapscommissie;
- 7° beschikken over erkende geneesheren, gespecialiseerd naar gelang de handicap van de door het centrum opgevangen personen;
- 8° beschikken over gekwalificeerd paramedisch en maatschappelijk personeel, rekening houdend met de handicap van de door het centrum opgevangen personen, in voldoende aantal om de in punt 4° en 5° beschreven taken te vervullen;
- 9° zijn werking organiseren in multidisciplinaire equipes;
- 10° zorgen voor de permanente educatie van het personeel in het licht van zijn activiteiten;
- 11° samenwerken met de opgevangen persoon, zijn familie en alle nuttige bevoegde diensten;
- 12° beschikken over beheers-, technische, administratieve en budgettaire autonomie zodat het zijn taken kan vervullen;
- 13° zich onderwerpen aan de door het bestuur georganiseerde beoordelingen, bezoeken en controles en aan het bestuur alle voor de uitoefening van zijn controle vereiste bewijsdocumenten voorleggen;
- 14° het houden van een boekhouding per kalenderjaar overeenkomstig het door het Collegelid bepaalde model.
- 15° aan het bestuur een jaarlijks activiteitenverslag bezorgen dat ten minste de volgende gegevens vermeldt :
 - a) het aantal ten laste genomen gehandicapten met vermelding van de datum van tenlasteneming, de leeftijd en de gemeente waar de gehandicapte woonachtig is;
 - b) de aard van de aanvragen en de evolutie van de behaalde resultaten;
 - c) de gebruikte revalidatietechnieken.

In dit verslag zijn alle activiteiten van het jaar globaal opgenomen op anonieme en niet-geïndividualiseerde manier.

16° zich ertoe verbinden het bestuur binnen vijftien dagen in kennis te stellen van iedere verandering in de voorwaarden van zijn erkenning en zijn subsidiëring.

Art. 34. De erkenningsaanvraag moet bij een ter post aangetekende brief worden gericht aan het bestuur overeenkomstig het daartoe bestemde model. Het bestuur bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen.

De aanvraag moet de volgende documenten en inlichtingen bevatten :

1° een afschrift van de statuten van de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in het *Belgisch Staatsblad* of van het ziekenhuis, samen met de eventuele wijzigingen eraan, alsook de lijst met de leden van de raad van bestuur;

2° de naam van het centrum en het adres van de maatschappelijke zetel en van de activiteitenzetels;

3° de beschrijving van de huidige of geplande activiteiten, de taken die het centrum wil vervullen, de deficiëntiecategorie of -categorieën waaronder de gehandicapten vallen die het centrum wil opvangen voor revalidatie;

4° de naam van de geneesheer-directeur en van de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer die door de organiserende macht is afgevaardigd om het centrum te vertegenwoordigen;

5° de overeenkomst met het Verzekeringscomité voor de geneeskundige verzorging opgericht bij het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, dat bevoegd is voor de tenlasteneming van de verstrekingskosten voor de revalidatie.

6° een kopie van de plannen van de gebruikte gebouwen waarop de bestemming en de oppervlakte van de lokalen is weergegeven;

7° het rapport van de gewestelijke brandweerdienst daterend van minder dan drie jaar geleden;

8° het huishoudelijk reglement van het centrum;

9° de personeelslijst van het centrum met opgave van kwalificatie, functie, arbeidsuren of in voorkomend geval, het wervingsplan van personeel;

10° voor elk van deze personeelsleden, een kopie van de arbeidsovereenkomst die hen verbindt met het centrum en ieder bewijs dat ze voldoen aan de in het besluit bepaalde voorwaarden betreffende hun functie;

11° voor elk van deze personeelsleden, een getuigschrift van goed gedrag en zeden dat niet langer dan drie maanden geleden uitgereikt mag zijn;

12° een kopie van het verzekeringscontract tot dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid ten aanzien van de opgevangen gehandicapten.

Art. 35. Voor het overige worden de aanvragen tot erkenning, wijziging of hernieuwing van de erkenning ingediend en behandeld volgens de procedure bepaald in de artikelen 8, 9, 11 en 12.

Art. 36. De erkenningsbeslissing van het College preciseert de deficiëntie of deficiënties van de personen die het centrum mag opvangen voor revalidatie, in het bijzonder rekening houdend met de overeenkomst waarvan sprake in artikel 34, 5°.

Art. 37. Wanneer het bestuur vaststelt dat de dienst niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, volgt het de procedure bepaald in de artikelen 13 tot 15.

Afdeling 2. — Subsidiëring

Onderafdeling 1. — Werkingssubsidies

Art. 38. De aan de centra toegekende werkingssubsidies hebben betrekking op :

1° de paramedische equipe en het hulppersoneel belast met de revalidatie;

2° de opleiding van het personeel;

3° de verspreiding van de informatie betreffende de opdrachten en tussenkomsten voorzien door de Franse Gemeenschapscommissie met het oog op de integratie van gehandicapten.

Art. 39. De werkingssubsidies worden toegekend per kalenderkwartaal op basis van het tewerkgestelde personeel, de gegeven opleiding en de verspreide informatie in de loop van het vorige kwartaal.

Art. 40. De volgende driemaandelijkse subsidie kan worden toegekend per voltijds personeequivalent, ongeacht het sociale statuut van de werknemers :

1° per psycholoog, pedagoog, orthopedagoog, logopedist, kinesitherapeut, fonetisch taalkundige, socioloog, allen van universitair niveau, 14 000 frank

2° per kinesitherapeut, specialist in psychomotorische revalidatie, logopedist, audioloog, orthopedist, ergotherapeut, maatschappelijk assistent, maatschappelijk verpleger, assistent psychologie, prothesemaker, audiometrist, opvoeder, allen van niveau A1, 12 000 frank

3° per kinderverzorgster, opvoeder, sportleider, groepsleider, kunstenaar allen van niveau A2, 10 000 frank

Het Collegelid bepaalt de afwezigheidsperiodes die kunnen worden gelijkgesteld met prestaties.

Art. 41. Er wordt een driemaandelijkse subsidie van 20 000 frank per centrum toegekend voor de opleidingen gegeven aan de personeelsleden door een of meerdere personen van buiten het centrum, zonder dat deze subsidie de reële kosten van de opleidingen mag overschrijden.

Art. 42. Er wordt een forfaitaire driemaandelijkse subsidie van 10.000 frank toegekend aan het centrum dat zorgt voor de verspreiding van de informatie betreffende de opdrachten en tussenkomsten voorzien door de Franse Gemeenschapscommissie met het oog op de integratie van de gehandicapten.

Art. 43. Het bestuur bepaalt het model van de driemaandelijkse aangifte die de centra hem moeten bezorgen ten laatste tegen het eind van de eerste maand van het trimester volgend op dat waarvoor de subsidie wordt gevraagd.

Op verzoek van het bestuur voegen de centra er de bewijzen bij van indienstneming van het ingezette personeel, van de verrichte informatie-activiteiten en van de kosten aangegaan voor de opleiding van het personeel.

Het bestuur controleert de bewijsdocumenten. Het legt het bedrag van de driemaandelijkse tussenkomst vast in een enkel besluit voor alle centra samen.

Onderafdeling 2. — Investeringsubsidies

Art. 44. Het bestuur kent aan de centra subsidies toe voor investeringen in technische medische en paramedische uitrusting.

Art. 45. De aanvragen van investeringsubsidies moeten aan het bestuur worden gericht bij aangetekende brief ten laatste op 15 februari van het referentiejaar waarvoor de subsidie wordt gevraagd.

Art. 46. De subsidie-aanvraag omvat :

- 1° het bewijs van de aankoop verricht tijdens het jaar dat aan het referentiejaar van de aanvraag voorafgaat;
- 2° de kopie van het verzekeringscontract tot dekking van de gesubsidieerde goederen tegen brand en aanverwante risico's;
- 3° voor elke uitrusting, de factuur en de offertes van twee andere leveranciers; bij ontstentenis van deze offertes, wordt dit door het centrum gerechtvaardigd;
- 4° voor de voorgestelde uitrusting, een verklaring dat het in perfecte staat is geleverd.

Art. 47. Het bedrag van de toegekende investeringssubsidie is gelijk aan 60 % van de prijs excl. BTW van de door het bestuur als nodig erkende investering.

Art. 48. Voor de investeringssubsidie geldt een jaarlijks plafond van 30.000 frank per voltijds personeequivalent in aanmerking genomen krachtens artikel 40 in de loop van het kwartaal voorafgaand aan de uiterste datum voor de aanvraag van de investeringssubsidie.

Indien de aanvraag van het centrum minder bedraagt dan dit plafond of indien het centrum deze subsidie niet heeft aangevraagd, kan het het saldo of het totale bedrag overdragen naar de twee volgende referentiejaar.

Het bestuur legt het bedrag van de jaarlijkse subsidie voor aan het Collegelid in een enkel besluit.

Art. 49. Bij niet-handhaving van de bestemming van de subsidie vóór het verstrijken van de in de beslissing van het Collegelid vastgestelde afschrijvingstermijn, is het centrum gehouden tot terugbetaling van een som gelijk aan het niet afgeschreven deel van de subsidie. Bij verkoop na het verstrijken van de afschrijvingstermijn, is het centrum gehouden tot terugbetaling van 40 % van de verkoopprijs.

Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 50. Wanneer het bestuur vaststelt dat de door het centrum verkregen subsidie steunt op bewust onjuiste gegevens of onvergeeflijke fouten vanwege het centrum, dan vordert het bestuur het onterecht betaalde bedrag in een keer terug en zijn er van rechtswege verwijlinteressen verschuldigd vanaf de datum van opstelling van de subsidierekening.

In dit geval overhandigt het bestuur aan het Collegelid een voorstel tot opening van de procedure tot intrekking van de erkenning. Over dit voorstel wordt beslist overeenkomstig artikel 14.

HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 51. Worden opgeheven de artikelen 42, 49, 80, 1°, 81, 82, gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 mei 1965 en koninklijk besluit van 21 januari 1971, 93 en 95 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden.

Art. 52. Wordt opgeheven het ministerieel besluit van 14 mei 1965/1 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting van centra of diensten voor revalidatie, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 juli 1967, 25 oktober 1969, 13 februari 1978 en 24 januari 1979.

Wordt opgeheven het ministerieel besluit van 22 februari 1968 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor het onderhoud van centra of diensten voor revalidatie, aangevuld door het ministerieel besluit van 9 augustus 1968, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 21 februari 1969, 20 december 1973 en 9 december 1975.

Art. 53. Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 tot regeling van de erkenning van de pedagogische begeleidingsstructuren van gehandicapten die studeren of een beroepsopleiding volgen, gewijzigd bij besluit van het College van 24 september 1998/2.

Art. 54. Wordt opgeheven de reglementaire beslissing van 7 februari 1964/1 tot vaststelling van de modaliteiten en voorwaarden van voorlopige erkenning van de centra of diensten voor revalidatie, gewijzigd en aangevuld door de reglementaire beslissingen van 17 december 1965, 26 januari 1968, 12 april 1968, 29 januari 1971, 28 juni 1974, 20 september 1974 en 23 september 1977.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 55. De centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntatie die op 31 december 1999 erkend waren door de Franse Gemeenschapscommissie op basis van de bepalingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 betreffende de centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntatie van gehandicapten die zijn opgenomen volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals gewijzigd, zijn erkend tot het einde van de hen door het College toegekende erkenning.

Art. 56. De pedagogische begeleidingsstructuren die op 31 december 1999 erkend waren door de Franse Gemeenschapscommissie op basis van de bepalingen van het besluit van het College van 25 januari 1996 tot regeling van de erkenning van de pedagogische begeleidingsstructuren van gehandicapten die studeren of een beroepsopleiding volgen, zoals gewijzigd, zijn erkend als pedagogische begeleidingsdiensten tot het einde van de hen door het College toegekende erkenning.

Art. 57. De centra voor revalidatie die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie op grond van de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden op de datum van inwerkingtreding van hoofdstuk IV van het besluit, behouden hun erkenning gedurende ten hoogste zes maanden te rekenen vanaf die datum.

Uit dien hoofde en tijdens die periode kunnen zij subsidies krijgen gelijk aan die voorzien door het ministerieel besluit van 22 februari 1968 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor het onderhoud van centra of diensten voor revalidatie, zoals gewijzigd.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 58. De bedragen opgenomen in artikel 41 en 42 en in de bijlage zijn gekoppeld aan de refertegezondheidsindex van december 1999.

Vanaf 1 januari 2001 worden zij jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

$$\text{Basisbedrag op 31.12 van het jaar } n-1 \times \frac{\text{gezondheidsindex van december van het jaar } n-1}{\text{gezondheidsindex van december van het jaar } n-2}$$

Art. 59. De bedragen opgenomen in artikel 40 zijn gekoppeld aan de spilindex van december 1998 en worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 60. De inwerkingtreding van dit besluit is vastgesteld op 1 juli 2000.

Art. 61. Het Collegelid is belast met de uitvoering van het besluit.

Brussel, op 8 juni 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

E. ANDRE,

Collegelid belast met het Gehandicaptenbeleid.

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting.

Bijlage bij het besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntatie en van de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en subsidiëring van de centra voor revalidatie

**Bedrag van de tussenkomsten
toegekend in het kader van de gespecialiseerde oriëntatieonderzoeken**

AARD VAN HET ONDERZOEK	BEDRAG VAN DE TUSSENKOMST
Anamnese	931 F.
Onderzoek van de verstandelijke vermogens	1 861 F.
Onderzoek van de manuele capaciteiten	620 F.
Onderzoek van psychomotorische capaciteiten	620 F.
Meting van de pedagogische verworvenheden	1 241 F.
Beoordeling van de persoonlijkheids- en gedragsfactoren	
Gewone beoordeling	931 F.
Projectietests	4 136 F.
Beoordeling van het aanpassingsvermogen	517 F.
Beoordeling van de professionele interesses	517 F.
Onderzoek van het persoonlijk plan	517 F.
Medisch onderzoek	1 861 F.
	13 752 F.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 8 juni 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

E. ANDRE,

Collegelid belast met het Gehandicaptenbeleid.

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting.